

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
CHAPITRE 1 DOMAINE DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ...	5
SECTION 1. DOCTRINE LIMITANT LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ AUX SEULS CONFLITS DE LOIS	5
§ 1. Notion de conflit de lois	5
§ 2. Exposé de la théorie restrictive	7
SECTION 2. DOCTRINE FAISANT ENTRER LES CONFLITS DE JURIDICTIONS DANS LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ...	10
§ 1. Notion de conflit de juridictions	10
§ 2. Exposé de la thèse	11
SECTION 3. DOCTRINE FAISANT ENTRER LA CONDITION DES ÉTRANGERS DANS LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ...	15
§ 1. Notion de condition des étrangers	15
§ 2. Exposé de la thèse	16
SECTION 4. DOCTRINE EXTENSIVE FAISANT ENTRER LA NATIONALITÉ DANS LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ...	17
§ 1. Particularisme de la nationalité	17
§ 2. Considérations justifiant l'intégration de la nationalité au droit international privé	18
CHAPITRE 2 LES SOURCES DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	21
SECTION 1. LES SOURCES INTERNES	22
§ 1. La loi	22
§ 2. La jurisprudence	24
§ 3. La doctrine	25
SECTION 2. LES SOURCES INTERNATIONALES.....	26

Sous-section 1.	LES TRAITÉS DIPLOMATIQUES.....	26
§ 1.	Étude descriptive des traités diplomatiques	28
A.	Traités multilatéraux.....	28
B.	Traités bilatéraux	33
§ 2.	Étude technique des traités diplomatiques	34
A.	Nature juridique des traités.....	34
B.	Force obligatoire des traités.....	38
C.	Interprétation des traités.....	47
D.	Cessation de la force obligatoire des traités.....	50
Sous-section 2.	AUTRES SOURCES INTERNATIONALES.....	51
§ 1.	La coutume internationale	51
§ 2.	La jurisprudence internationale	53
§ 3.	Influence des organes supranationaux sur le droit international privé	56
SECTION 3.	LES SOURCES EUROPÉENNES.....	58
§ 1.	Les règles européennes de droit international privé	58
A.	Règles de conflit de lois et de conflit de juridictions ...	59
B.	Droit de la nationalité	63
C.	Droit de la condition des étrangers	64
§ 2.	Les standards européens applicables aux droits internationaux privés des États membres	64
A.	Les règles sur les politiques et actions internes de l'Union	65
B.	Les règles de protection des droits de l'homme	66
CHAPITRE 3	NATURE DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	68
SECTION 1.	LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ EST-IL UN DROIT INTERNATIONAL OU UN DROIT INTERNE ?.....	68
SECTION 2.	LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ EST-IL UNE DISCIPLINE DE DROIT PUBLIC OU DE DROIT PRIVÉ ?.....	70
CHAPITRE 4	LA MÉTHODE DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	72
SECTION 1.	LA MÉTHODE CONFLICTUELLE. EXPOSÉ ET CRITIQUE	73
§ 1.	Exposé de la méthode conflictuelle	73
§ 2.	Critique de la méthode conflictuelle	74

SECTION 2.	LA MÉTHODE FONDÉE SUR L'ÉLABORATION DE RÈGLES MATÉRIELLES, SA PLACE EN DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	77
	§ 1. Dans quelle mesure l'avènement de règles matérielles de droit international élimine-t-il la méthode conflictuelle ?	78
	A. Règles d'origine nationale	78
	B. Règles d'origine internationale.....	80
	§ 2. Dans quels domaines les règles matérielles existent-elles d'ores et déjà et peuvent-elles s'imposer dans l'avenir ?	85
PREMIÈRE PARTIE	LES RÈGLES DE CONFLIT	91
TITRE 1	THÉORIE GÉNÉRALE DES CONFLITS DE LOIS	93
Sous-titre 1	L'élaboration de la règle de conflit	95
CHAPITRE 1	ÉVOLUTION HISTORIQUE DES CONFLITS DE LOIS	97
SECTION 1.	L'ÉVOLUTION ANTÉRIEURE AU CODE CIVIL.....	100
	§ 1. L'apparition des règles de rattachement : la doctrine italienne des statuts	100
	§ 2. Les qualifications et le dogme du territorialisme : la doctrine française du XVI^e siècle	103
	A. La découverte du problème de la qualification : doctrine de Charles Dumoulin	104
	B. L'apparition du dogmatisme territorialiste : doctrine de Bertrand d'Argentré.....	105
	§ 3. Le fonctionnement de l'application de la loi étrangère : la doctrine hollandaise de la courtoisie	108
	§ 4. L'aménagement des résultats acquis : la doctrine et la jurisprudence françaises des XVII^e et XVIII^e siècles	110
SECTION 2.	LE CODE CIVIL ET L'ÉVOLUTION POSTÉRIEURE	111
	§ 1. Les doctrines universalistes	114
	§ 2. Réaction territorialiste et particulariste contemporaine	120
	§ 3. Tendances doctrinales à la fin du XX^e siècle	124

CHAPITRE 2	CARACTÈRES DE LA RÈGLE DE CONFLIT DE LOIS	126
SECTION 1.	CARACTÈRE BILATÉRAL DE LA RÈGLE	126
	§ 1. Unilatéralisme général	128
	§ 2. Unilatéralisme limité	130
SECTION 2.	CARACTÈRE INTERNATIONAL DU CONFLIT	133
	§ 1. Détermination de la notion d'État internationalement souverain au plan des conflits de lois	133
	A. États étrangers non reconnus	133
	B. Annexion d'État	136
	§ 2. Distinction des conflits internationaux et des conflits internes	136
	§ 3. Problèmes posés en droit international privé par les États à système juridique non unifié	143
SECTION 3.	CARACTÈRE DE LOIS « DE DROIT PRIVÉ » DES LOIS EN CONFLIT	145
CHAPITRE 3	DIVERSIFICATION DE LA MÉTHODE CONFLICTUELLE	150
SECTION 1.	RÈGLES DE CONFLIT ET LOIS DE POLICE	150
Sous-section 1.	LE CONCEPT DE LOIS DE POLICE	154
	§ 1. Les critères formalistes	154
	§ 2. Les critères techniques	157
	§ 3. Les critères finalistes	159
Sous-section 2.	LE PARTICULARISME DES LOIS DE POLICE	164
	§ 1. L'applicabilité des lois de police	164
	A. Détermination du champ d'application des lois de police du for	164
	B. Application des lois de police étrangères	168
	§ 2. Incidence du droit européen	171
	§ 3. Incidence des règles de conflit de juridictions	174
SECTION 2.	L'IMPRESSIONNISME JURIDIQUE	175
Sous-section 1.	LES CAUSES DE L'ESSOR DE L'IMPRESSIONNISME JURIDIQUE	176

Sous-section 2.	EXPOSÉ DE LA DOCTRINE DE L'IMPRESSIONNISME JURIDIQUE	178
	§ 1. Directives fondées sur la technique	179
	§ 2. Directives fondées sur la finalité	181
Sous-section 3.	DESTINÉES DE L'IMPRESSIONNISME JURIDIQUE	184
	§ 1. Les avancées de la méthode de la proper law	185
	§ 2. Le cantonnement de la méthode de la proper law ...	189
Sous-section 4.	APPRÉCIATION CRITIQUE DE L'IMPRESSIONNISME JURIDIQUE	192
SECTION 3.	LES RÈGLES DE CONFLIT À CARACTÈRE SUBSTANTIEL	193
SECTION 4.	LA RECONNAISSANCE DES SITUATIONS JURIDIQUES	198
CHAPITRE 4	ÉLÉMENTS FONDAMENTAUX DU DROIT POSITIF FRANÇAIS	202
SECTION 1.	LES PRINCIPES	202
	§ 1. Intérêts nationaux	203
	§ 2. Intérêts internationaux	205
	§ 3. Intérêts européens	206
SECTION 2.	DONNÉES DU RATTACHEMENT	209
Sous-section 1.	LOCALISATION EN FONCTION DU SUJET DU RAPPORT DE DROIT : LE STATUT PERSONNEL	210
	§ 1. Mérites respectifs de la loi nationale et de la loi du domicile	211
	A. Arguments en faveur de la loi nationale	212
	B. Arguments en faveur de la loi du domicile	213
	C. Solution proposée	214
	§ 2. Évolution du droit positif français	216
	A. Ancien droit	217
	B. Code civil	217
	C. Compétence subsidiaire de la loi du domicile	218
	D. L'avènement du critère de la résidence en droit international et européen	221
Sous-section 2.	LOCALISATION EN FONCTION DE L'OBJET DU RAPPORT DE DROIT LE STATUT RÉEL	224
	§ 1. Mérites de la lex rei sitae	225
	§ 2. Droit positif français	229

Sous-section 3.	LOCALISATION EN FONCTION DE LA SOURCE DU RAPPORT DE DROIT : LE STATUT DES ACTES ET DES FAITS JURIDIQUES	230
§ 1.	Statut des actes juridiques	231
A.	Catégorie couverte	231
B.	Le rattachement des contrats : la loi d'autonomie	232
§ 2.	Statut des faits juridiques	239
A.	Délits et quasi-délits	239
B.	Quasi-contrats	246
Sous-titre 2	L'interprétation de la règle de conflit	247
CHAPITRE 1	LES CONFLITS DE QUALIFICATIONS	249
SECTION 1.	DÉTERMINATION DE LA LOI DE QUALIFICATION	252
§ 1.	La controverse doctrinale	252
§ 2.	La jurisprudence	256
§ 3.	Position adoptée	257
SECTION 2.	L'OPÉRATION DE QUALIFICATION	260
§ 1.	Rôle de la loi étrangère dans la qualification en vue du choix de la règle de conflit	260
§ 2.	Adaptation des règles de qualification interne du for	262
§ 3.	Rôle des qualifications internes de la loi étrangère applicable	262
CHAPITRE 2	LES CONFLITS DE SYSTÈMES	267
SECTION 1.	SITUATIONS CONSTITUÉES SANS ATTACHE AVEC L'ÉTAT DU FOR	267
SECTION 2.	LES QUESTIONS PRÉALABLES	270
SECTION 3.	LES CONFLITS DE RATTACHEMENTS	272
Sous-section 1.	DU PRINCIPE DE L'ADMISSION DU RENVOI	276
§ 1.	Discussion doctrinale	277
A.	Attaque du renvoi	277
B.	Défense du renvoi	279
§ 2.	Droit positif	281
Sous-section 2.	FONDEMENTS DU RENVOI	285
§ 1.	La controverse doctrinale	285
A.	La conception classique du renvoi : théorie du renvoi-délégation	285

	B. Les conceptions modernes du renvoi	286
	§ 2. Droit positif	291
Sous-section 3.	LIMITES À L'APPLICATION DU RENVOI.....	295
	§ 1. Exclusion du renvoi en cas de non-nécessité ou d'inutilité pratique	295
	§ 2. Exclusion du renvoi en cas d'impossibilité technique	297
	§ 3. Exclusion du renvoi en cas d'allergie de la règle de conflit régissant la matière considérée	299
CHAPITRE 3	LES CONFLITS DANS LE TEMPS	302
SECTION 1.	LES CONFLITS DE DROIT TRANSITOIRE	303
	§ 1. Conflit transitoire international	303
	§ 2. Conflit international transitoire	306
SECTION 2.	LE CONFLIT MOBILE.....	307
Sous-section 1.	LA CONTROVERSE DOCTRINALE	308
	§ 1. L'alternative entre la compétence de la loi « ancienne » et l'emprise immédiate de la loi « nouvelle »	309
	A. Thèse tendant à écarter l'emprise immédiate de la loi nouvelle	310
	B. Thèse préconisant l'application aux conflits mobiles des règles du droit transitoire interne.....	312
	§ 2. Le conflit mobile comme problème d'interprétation de la règle de conflit de lois	314
Sous-section 2.	LE DROIT POSITIF	315
	§ 1. Le principe	315
	§ 2. Les exceptions	317
Sous-titre 3	La mise en œuvre de la règle de conflit	321
CHAPITRE 1	APPLICATION DE LA LOI ÉTRANGÈRE	325
SECTION 1.	FONDEMENT DE L'APPLICATION DE LA LOI ÉTRANGÈRE....	326
	A. Fondements théoriques	326
	B. Approche pragmatique : de la loi étrangère considérée comme un élément de fait à la loi étrangère considérée comme une règle de droit spécifique...	328

SECTION 2.	CONDITION DE LA LOI ÉTRANGÈRE EN DROIT POSITIF FRANÇAIS.....	330
	§ 1. La compétence de la loi étrangère	330
	§ 2. La détermination du contenu de la loi étrangère	340
CHAPITRE 2	ÉVICTION DE LA LOI ÉTRANGÈRE	353
SECTION 1.	L'ORDRE PUBLIC.....	353
Sous-section 1.	LE MÉCANISME DE BASE DE L'EXCEPTION D'ORDRE PUBLIC.....	355
	§ 1. La notion d'ordre public en droit international privé	356
	A. Ordre public et notions voisines.....	356
	B. Spécificité de la notion d'ordre public en droit international privé.....	361
	§ 2. Les effets de l'exception d'ordre public	372
Sous-section 2.	LES ALTÉRATIONS DU MÉCANISME DE BASE DE L'EXCEPTION D'ORDRE PUBLIC.....	375
	§ 1. L'impact de l'existence d'un droit acquis	376
	A. Effet atténué de l'ordre public	376
	B. Effet réflexe de l'ordre public	381
	§ 2. L'impact des liens avec le for (l'ordre public de proximité)	382
	A. L'ordre public de proximité, correctif au mécanisme de base de l'exception d'ordre public.....	384
	B. L'ordre public de proximité, correctif à la théorie de l'effet atténué de l'ordre public.....	389
SECTION 2.	LA FRAUDE À LA LOI	390
	§ 1. Les conditions d'existence de la fraude à la loi	392
	§ 2. Sanction de la fraude à la loi	397
TITRE 2	APPLICATION DES RÈGLES GÉNÉRALES	399
Sous-titre 1	Droit des personnes	401
CHAPITRE 1	STATUT INDIVIDUEL	403
SECTION 1.	ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.....	403
SECTION 2.	DROITS DE LA PERSONNALITÉ.....	405

SECTION 3.	NOM	408
SECTION 4.	DOMICILE	412
SECTION 5.	CAPACITÉ	413
	§ 1. Incapacités	414
	§ 2. Protection des incapables	417
	A. Protection des enfants	418
	B. Protection des adultes	422
	C. Droit commun résiduel	425
CHAPITRE 2	STATUT FAMILIAL	427
SECTION 1.	MARIAGE	428
Sous-section 1.	FORMATION DU MARIAGE	434
	§ 1. Conditions de forme	435
	A. Compétence de principe de la loi locale	435
	B. Compétence exceptionnelle de la loi nationale	445
	§ 2. Conditions de fond	445
	A. Détermination de la loi compétente	445
	B. Domaine	447
	§ 3. Sanctions des règles de formation du mariage	458
Sous-section 2.	EFFETS DU MARIAGE	459
	§ 1. Détermination de la loi applicable	459
	§ 2. Domaine de la loi nationale	461
Sous-section 3.	DISSOLUTION DU MARIAGE	468
	§ 1. Détermination de la loi compétente	475
	A. La règle de conflit élémentaire	475
	B. L'option offerte aux époux en faveur d'une autre loi	477
	1. Les termes de l'option	478
	2. Le pacte de choix de la loi	481
	3. Le statut de la loi choisie	482
	§ 2. Exceptions à la loi compétente	482
	§ 3. Domaine de la loi applicable	493
SECTION 2.	FILIATION	501
Sous-section 1.	FILIATION PAR LE SANG	501
	§ 1. Établissement de la filiation	502
	A. Règles de conflit dans l'espace	502
	B. Règles de conflit dans le temps	516
	§ 2. Effets de la filiation	517

CHAPITRE 2	SUCCESSIONS	672
SECTION 1.	DÉTERMINATION DE LA LOI APPLICABLE	673
	§ 1. Solutions du droit positif	674
	§ 2. Appréciation critique	677
SECTION 2.	DOMAINE DE LA LOI SUCCESSORALE.....	680
DEUXIÈME PARTIE	LES RÈGLES MATÉRIELLES	687
TITRE 1	CONFLITS DE JURIDICTIONS	689
Sous-titre 1	Procès en France	697
CHAPITRE 1	COMPÉTENCE JUDICIAIRE INTERNATIONALE ...	699
SECTION 1.	DROIT COMMUN.....	706
Sous-section 1.	PRINCIPES DIRECTEURS DU SYSTÈME FRANÇAIS DE COMPÉTENCE JUDICIAIRE INTERNATIONALE.....	706
Sous-section 2.	LES DIVERSES RÈGLES DE COMPÉTENCE INTERNATIONALE.....	711
	§ 1. Les règles ordinaires de compétence	711
	A. Détermination de la compétence	711
	1. Mise en œuvre du principe d'extension.....	712
	2. Critères de compétence inconnus du droit interne ...	719
	B. Régime de la compétence	720
	1. Possibilité pour les parties de déroger aux règles de compétence internationale	721
	2. Conditions dans lesquelles l'incompétence peut être soulevée	727
	§ 2. Le privilège de juridiction fondé sur la nationalité française d'un des plaideurs	731
	A. Conditions de la compétence française selon les articles 14 et 15 du Code civil.....	735
	1. Condition de nationalité française.....	735
	2. Actions soumises aux articles 14 et 15	737
	B. Régime juridique de la compétence française fondée sur les articles 14 et 15.....	738
	1. Les articles 14 et 15, règles de compétence facultative ...	739
	2. Les articles 14 et 15, règles de compétence générale...	743

	§ 3. Immunités de juridiction et d'exécution	744
	A. Immunité de juridiction	747
	1. Étendue de l'immunité	749
	2. Régime procédural de l'immunité de juridiction	758
	B. Immunité d'exécution	760
SECTION 2.	DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE	766
Sous-section 1.	LA COMPÉTENCE EUROPÉENNE SELON LE RÈGLEMENT BRUXELLES I	766
	§ 1. Bases européennes de compétence judiciaire internationale	770
	A. Chefs de compétence générale	772
	1. Le domicile du défendeur, chef de compétence générale de principe	772
	2. Les chefs dérogatoires de compétence générale	774
	B. Les bases de compétence spéciale	783
	1. Les options neutres	785
	2. Les règles protectrices d'une partie faible	798
	C. Le régime procédural de la compétence internationale	799
	1. L'exception d'incompétence	800
	2. La procédure sur défaut du défendeur	801
	3. Les mesures provisoires et conservatoires	801
	§ 2. Application subsidiaire du droit national de la compétence	803
	A. Absence de base européenne de compétence générale des tribunaux de l'Espace judiciaire européen	803
	B. Absence de base européenne de compétence spéciale ...	805
Sous-section 2.	AUTRES RÈGLEMENTS EUROPÉENS	805
	§ 1. Compétence européenne en matière matrimoniale et de responsabilité parentale	806
	§ 2. Compétence européenne en matière d'obligations alimentaires	809
	§ 3. Compétence européenne en matière de successions	809
CHAPITRE 2	PROCÉDURE JUDICIAIRE INTERNATIONALE ...	811
SECTION 1.	L'APPLICATION DE LA PROCÉDURE INTERNE DU FOR AU PROCÈS INTERNATIONAL	812
	§ 1. L'ACTION EN JUSTICE	812
	A. Conditions d'exercice	812
	B. Procédures d'instance	815
	§ 2. LA PREUVE	817

SECTION 2.	L'INSTAURATION DE PROCÉDURES PROPRES AU CONTENTIEUX TRANSFRONTIÈRE.....	821
	§ 1. L'injonction de payer européenne	821
	§ 2. Le règlement des petits litiges	822
Sous-titre 2	Procès à l'étranger	825
CHAPITRE 1	CONFLIT DE PROCÉDURES LITISPENDANCE ET CONNEXITÉ	827
SECTION 1.	DROIT COMMUN.....	827
	§ 1. L'exception de litispendance internationale	829
	A. L'admissibilité de principe de l'exception de litispendance dans les litiges internationaux.....	830
	B. La mise en œuvre de l'exception de litispendance dans les litiges internationaux.....	831
	1. Conditions	831
	2. Effets.....	835
	§ 2. L'exception de connexité internationale	836
	A. Conditions	836
	B. Effets.....	838
SECTION 2.	DROIT EUROPÉEN	839
	§ 1. Règlement Bruxelles I	839
	A. La litispendance européenne (matière civile et commerciale)	841
	1. Conditions	841
	2. Effets.....	845
	B. L'exception de connexité européenne	845
	§ 2. Autres règlements	847
CHAPITRE 2	EFFETS INTERNATIONAUX DES JUGEMENTS	850
SECTION 1.	DROIT COMMUN.....	850
Sous-section 1.	SOURCES, ÉVOLUTION ET DOMAINE DU DROIT DES EFFETS INTERNATIONAUX DES JUGEMENTS	853
	§ 1. Sources	853
	§ 2. Évolution du droit français	855
	§ 3. Domaine	857
	A. L'acte doit être un acte juridictionnel ou assimilé	857
	B. L'acte doit émaner d'une souveraineté étrangère	859
	C. L'acte doit statuer en matière de droit privé.....	860

Sous-section 2.	CONTENU DU RÉGIME DES EFFETS INTERNATIONAUX DES JUGEMENTS.....	862
	§ 1. Distinction selon les effets recherchés	862
	§ 2. Le régime des effets normatifs du jugement	866
	A. Les conditions de régularité.....	866
	1. Les conditions tenant à l'origine du jugement.....	867
	2. Les conditions tenant à la justice du jugement	886
	B. La réception du jugement étranger.....	896
	1. Les procédés de réception	896
	2. Les effets de la réception	914
SECTION 2.	DROIT EUROPÉEN	919
	§ 1. Régime de base (Règlement Bruxelles I)	921
	A. Le régime initial.....	923
	1. Conditions de régularité internationale.....	923
	2. Procédés de réception	936
	B. Le régime nouveau (Règl. Bruxelles I refondu en 2012)	941
	1. L'efficacité, dans un État membre, d'une décision d'un autre État membre	942
	2. Les motifs de refus de reconnaissance ou d'exécution....	943
	§ 2. Régimes spéciaux	944
	A. Régimes s'inspirant du Règlement Bruxelles I	944
	1. Matière matrimoniale et responsabilité parentale.....	944
	2. Aliments.....	948
	B. Les régimes d'efficacité fondés sur un principe de collation unique de la force exécutoire	949
	1. Le titre exécutoire européen	951
	2. Le Règlement « Aliments »	953
TITRE 2	NATIONALITÉ	955
Sous-titre 1	Théorie générale de la nationalité	957
CHAPITRE 1	LA NOTION DE NATIONALITÉ	959
	§ 1. L'État donneur de nationalité	959
	§ 2. L'individu qui reçoit la nationalité	966
	§ 3. Le lien de nationalité	966
CHAPITRE 2	SOURCES DU DROIT DE LA NATIONALITÉ	969
SECTION 1.	SOURCES INTERNES.....	969
	§ 1. Évolution de la législation française	969
	A. Du Code civil au Code de la nationalité.....	972
	1. Le Code civil.....	972
	2. Évolution de la nationalité française de 1804 à 1927	973

	3. La réaction du décret-loi du 12 novembre 1938	976
	4. Évolution de la nationalité française de 1939 à 1945	977
	B. Le Code de la nationalité.....	979
	1. Structure et forme.....	979
	2. Principes directeurs.....	981
	C. Les réformes législatives postérieures.....	982
	1. La loi du 9 janvier 1973	982
	2. La loi du 22 juillet 1993.....	983
	3. Lois du 16 mars 1998, du 26 novembre 2003 et du 24 juillet 2006.....	985
	§ 2. Champ d'application du code de la nationalité	985
	A. Champ d'application dans l'espace.....	985
	B. Champ d'application dans le temps	986
SECTION 2.	SOURCES INTERNATIONALES.....	989
Sous-titre 2	Règles matérielles déterminant la nationalité française	993
CHAPITRE 1	RÈGLES DE FOND	995
SECTION 1.	ÉTABLISSEMENT DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE.....	995
Sous-section 1.	LA NATIONALITÉ FRANÇAISE D'ORIGINE.....	995
	§ 1. Nationalité française d'origine en considération de la filiation	996
	A. Premier principe : la nationalité française d'origine est attribuée jure sanguinis sans considération du sexe, masculin ou féminin, du parent	996
	1. Attribution sans réserve d'une faculté de répudiation	997
	2. Attribution sous réserve de répudiation	998
	B. Deuxième principe : la nationalité française d'origine est attribuée jure sanguinis sans distinction selon la filiation, dans le mariage ou hors mariage, de l'enfant	999
	§ 2. Nationalité française d'origine en considération de la naissance en France	1003
	A. Naissance en France de parents inconnus ou apatrides	1003
	1. Naissance en France de parents inconnus	1004
	2. Naissance en France de parents apatrides ou de parents dont la nationalité étrangère ne peut être transmise à l'enfant	1005

	B. Naissance en France de parents étrangers nés en France.....	1006
	§ 3. Dispositions communes	1008
	A. Date d'attribution de la nationalité française.....	1008
	B. Établissement de la filiation.....	1008
	C. La faculté de répudiation.....	1009
Sous-section 2.	LA NATIONALITÉ FRANÇAISE ACQUISE.....	1011
	§ 1. Conditions d'acquisition de la nationalité française	1011
	A. Conditions communes aux différents cas d'acquisition.....	1011
	B. Conditions particulières à chaque cas d'acquisition... 1. Acquisition de la nationalité française par l'effet de la loi.....	1012 1013
	2. Acquisition de la nationalité française par déclaration.....	1017
	3. Acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique.....	1025
	§ 2. Effets de l'acquisition de la nationalité française	1033
	A. Effets individuels.....	1033
	B. Effet collectif.....	1035
SECTION 2.	DISPARITION DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE.....	1036
Sous-section 1.	PERTE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE.....	1036
	§ 1. Perte de la nationalité française par déclaration expresse de l'intéressé	1037
	A. Acquisition volontaire d'une nationalité étrangère....	1037
	B. Mariage avec un étranger.....	1038
	§ 2. Perte de la nationalité française par décision de l'autorité publique	1041
	A. Perte par décret.....	1041
	B. Perte par jugement.....	1042
Sous-section 2.	DÉCHÉANCE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE.....	1044
CHAPITRE 2	RÈGLES DE FORME	1047
SECTION 1.	PREUVE DE LA NATIONALITÉ.....	1047
	§ 1. Preuve de la nationalité française	1047
	§ 2. Preuve de la nationalité étrangère	1050

SECTION 2.	COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE	1054
SECTION 3.	PROCÉDURE	1056
TITRE 3	CONDITION DES ÉTRANGERS	1061
CHAPITRE 1	PERSONNES PHYSIQUES	1073
SECTION 1.	ENTRÉE, SÉJOUR ET ÉLOIGNEMENT DES ÉTRANGERS.....	1073
Sous-section 1.	ENTRÉE ET SÉJOUR	1073
	§ 1. Le droit positif avant 1945	1073
	A. La liberté de l'admission et de l'établissement des étrangers	1073
	B. Le contrôle et la surveillance de l'immigration	1074
	§ 2. Statut actuel	1077
	A. Admission des étrangers.....	1079
	1. Régime général.....	1080
	2. Régimes particuliers.....	1082
	B. Séjour des étrangers	1085
Sous-section 2.	ÉLOIGNEMENT DU TERRITOIRE	1091
	§ 1. Évolution législative	1091
	§ 2. Régime actuel	1093
SECTION 2.	DROITS DES ÉTRANGERS.....	1096
Sous-section 1.	DROITS POLITIQUES	1096
Sous-section 2.	DROITS PRIVÉS.....	1097
CHAPITRE 2	PERSONNES MORALES	1109
SECTION 1.	PERSONNES MORALES PUBLIQUES.....	1110
SECTION 2.	SOCIÉTÉS.....	1111
	§ 1. Nationalité et statut juridique des sociétés	1112
	§ 2. Condition des sociétés	1120
	A. Détermination de la nationalité des sociétés et condition des sociétés.....	1120
	B. Reconnaissance de la personnalité morale des sociétés étrangères en France.....	1123
	C. Droits des sociétés étrangères.....	1124
SECTION 3.	ASSOCIATIONS.....	1126
INDEX ALPHABÉTIQUE.....		1131